RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
CONSEIL ÉCONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Avis voté à la séance plénière du 11 septembre 2019

# Cohésion et transitions : agir autrement
# Rapport annuel sur l'état de la France 2019

## Déclaration du groupe Outre-mer

En cette rentrée, le Rapport annuel sur l'état de la France dépeint un portrait particulièrement complexe de la situation. L'urgence d'une transition ne fait désormais plus de doute, mais encore faut-il savoir vers quel modèle s'acheminer ? Comme beaucoup des avis rendus par notre institution, ce rapport s'articule autour de la difficile conciliation entre la transition écologique, la répartition de la prospérité économique et la justice sociale.

La résistance à la pauvreté est à la baisse. Les récents mouvements sociaux qui ont eu lieux dans l'Hexagone comme dans les Outre-mer, ne sont que la manifestation ponctuelle d'un malaise social larvé dans nos sociétés depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, parler de chômage de masse dans les territoires ultramarins est devenu un lieu commun. Mais, la répétition de ce constat ne doit pas susciter sa banalisation. Le rapport indique que le taux d'emploi n'est que de 38 % en Guyane et de 43 % à Mayotte. La pauvreté dans les Outre-Mer touche non seulement les chômeurs, les familles monoparentales, les femmes, les retraités, mais aussi, rappelons-le, de nombreux travailleurs précaires. Ainsi, les politiques publiques en faveur de la cohésion sociale doivent rester au cœur de nos travaux.

De même, les modèles économiques ultramarins doivent être repensés. Le développement de nos territoires ne peut plus demeurer une économie de comptoir avec une telle fiscalité et se faire au dépend de la protection de l'environnement. La valorisation de la biodiversité doit être une filière majeure au profit de nos populations et de nos territoires. La possibilité formulée dans ce rapport de réduire les importations et de donner la priorité aux circuits courts semble particulièrement adaptée aux Outre-mer. Les prix des produits alimentaires sont en effet plus élevés de 34 % à 49 % par rapport à l'Hexagone. En plus de miner le pouvoir d'achat, ce modèle se révèle désastreux en termes d'empreinte carbone. C'est pourquoi le groupe de l'Outre-mer partage les suggestions formulées dans le rapport relatif à la réduction des dépenses contraintes.

Les premiers touchés par cette situation économique et sociale difficile demeure la jeunesse ultramarine. Le taux de chômage des jeunes atteint de tristes records, supérieur dans la plupart des territoires à 40 %. Il est donc essentiel :

- d'augmenter le montant des budgets alloués à l'enseignement, pour rattraper les retards et juguler l'important décrochage scolaire ;
- de diversifier l'offre de formation de l'enseignement supérieur ;
- enfin, de sécuriser les parcours professionnels pour les jeunes actifs.

Pour renverser la tendance et faire mentir les prévisions, c'est un véritable effort de guerre que les autorités nationales mais aussi locales doivent fournir. Le groupe de l'outre-mer votera majoritairement l'avis ; d'autres vont s'abstenir car il y a une insuffisance des indicateurs sur les écarts de développement évaluant les inégalités externes et internes permettant ainsi de mesurer les fractures territoriales et sociales de nos Outre-mer.